

DIAL 3461

COLOMBIE - Qui a trahi le camp de la paix ?

Maurice Lemoine

mercredi 25 juillet 2018, mis en ligne par [Dial](#)

Maurice Lemoine, fin connaisseur de la Colombie et du Venezuela, a été journaliste au Monde diplomatique au sein duquel il a aussi occupé la fonction de rédacteur en chef. Dans cet article publié sur le site [Mémoire des luttes](#) le 25 juin 2018, il analyse les causes et les conséquences potentielles de la victoire d'Iván Duque au second tour des élections présidentielles colombiennes, le 17 juin 2018.

Comme cela est encore proche, comme cela semble déjà loin... Le 15 juin 2014, au terme du second tour de l'élection présidentielle, Juan Manuel Santos était réélu avec 50,94 % des suffrages grâce à une alliance de Colombiens qui, dépassant leurs divergences idéologiques parfois profondes et les clivages politiques traditionnels, entendaient préserver la poursuite des négociations alors en cours à La Havane entre le pouvoir et la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Lors du premier tour, le 25 mai, Oscar Iván Zuluaga, homme lige de l'ex-président d'extrême droite désormais sénateur Álvaro Uribe l'avait emporté avec 29,26 % des voix, le président sortant n'en recueillant que 25,68 %.

Dès avant ce premier tour, causant la stupéfaction, le maire de centre gauche de Bogotá, Gustavo Petro, pourtant durement malmené par Santos lors d'une ubuesque tentative de destitution « pour erreur administrative », avait fait prévaloir l'intérêt général et s'était rallié au chef de l'État [1]. La réaction d'Uribe, violemment opposé à toute sortie non guerrière du conflit armé et viscéralement hostile au Venezuela voisin, ne s'était pas fait attendre : « L'alliance Santos-Petro est le chemin du castro-chavisme, s'emporta-t-il le 12 mai. Nous, comme l'a dit Oscar Iván Zuluaga, nous proposons un pays solidaire, contraire au castro-chavisme de Santos, Petro, Maduro et des FARC. » Sans finalement parvenir à réunir une majorité autour de ses noirs desseins. Le ralliement initial de Petro auquel s'ajouta, entre les deux tours, l'apport des secteurs populaires défenseurs d'une « paix avec justice sociale » permirent la victoire du candidat pourtant néolibéral, mais « porteur de paix ».

Quatre années plus tard, l'élection présidentielle de 2018 s'est déroulée dans un contexte à la fois très différent et... totalement similaire. Différent dans le sens où des accords de paix dits « historiques » signés le 26 septembre 2016 à Cartagena entre les FARC et le pouvoir ont mené au désarmement des guérilleros ; et où le candidat de la coalition Colombie humaine parvenu au second tour du dimanche 17 juin en comptabilisant 25,1 % des suffrages s'appelait... Gustavo Petro. Similaire parce que Iván Duque, représentant du Centre démocratique (CD), le parti d'Uribe, arrivé en tête du premier tour du 27 mai avec 39,1 % des voix, représente un courant toujours aussi clairement décidé à entraver la mise en œuvre d'accords de paix qu'il n'a pu empêcher. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, on aurait donc pu s'attendre à voir une large coalition se mobiliser en faveur de Petro. Il n'en a rien été. Le 17 juin, Duque l'a emporté avec 54 % des voix contre 41,8 % à son adversaire.

Certes, un certain nombre d'observateurs se sont félicités de la progression du camp progressiste en notant que jamais un candidat de gauche n'avait passé la barre du premier tour, sans toutefois, d'une façon générale, en donner les raisons : l'oligarchie colombienne professant un rejet viscéral de la démocratie, quatre de ceux qui ont précédé Petro dans cette tentative ont été assassinés - Jaime Pardo Leal (Union patriotique, 1987), Luis Carlos Galán (Parti libéral, 1989), Carlos Pizarro (M-19, 1990) et

Bernardo Jaramillo (UP, 1990). À des degrés divers, tous se prononçaient pour la mise en place de réformes. Depuis, la confrontation électorale s'est résumée en un duel entre la droite et la droite (ou l'extrême droite). On peut donc effectivement saluer un progrès. Il n'en demeure pas moins que le camp de la paix a été battu. Qui rendre responsable du renversement de tendance opéré en quatre années et du désastre qu'on peut d'ores et déjà prévoir (en espérant se tromper) ?

Les élections législatives du 11 mars avaient laissé entrevoir l'existence de ce vent pernicieux. Bien qu'aucun des partis allant de la droite dite modérée - du Parti libéral au parti de la U (de Santos) - à l'extrême droite - le Centre démocratique d'Uribe - n'ait obtenu la majorité dans aucune des deux chambres, la somme des élus néolibéraux domine le panorama politique depuis ce scrutin (*voir l'annexe en fin d'article*). À cette occasion, Uribe fut le sénateur le mieux élu - ce qui ne signifie nullement qu'il jouisse d'une « immmmmmmense » popularité nationale, l'abstention, bien qu'inférieure aux taux habituels, ayant tout de même atteint 51 %. Le même jour, son candidat à la présidence, Ivan Duque, remporta haut la main « la primaire du non », battant en particulier un autre « uribiste » forcené, l'ex-procureur général Alejandro Ordoñez - l'homme qui, dans sa jeunesse, brûlait les ouvrages de Gabriel García Márquez au cours d'autodafés.

Déjà, dans un exercice d'optimisme quelque peu forcé, une poignée d'observateurs s'enthousiasma devant la progression des Verts et de deux petits partis de gauche - le Pôle démocratique alternatif (PDA) et la Liste de la décence (de Gustavo Petro) -, totalisant ensemble, avec les... évangélistes du Mouvement indépendant de rénovation absolue (MIRA), environ 20 % des sièges. Toutefois, même avec l'apport des cinq députés et cinq sénateurs de la Force alternative révolutionnaire du commun (FARC, l'ex-guérilla), titulaires de dix sièges pendant deux mandatures en vertu du pacte « post-conflit », la présence de ces progressistes ne pouvait en aucun cas imposer un rapport de forces suffisant pour empêcher la perpétuation d'une politique conservatrice et, surtout, la poursuite du sabotage des accords de paix par un Congrès qui entrera en fonction le 20 juillet prochain [2].

Dit autrement : au terme de ces législatives, il apparut clairement que la droite dure devrait se rallier des « modérément modérés » pour torpiller la réinsertion des 7000 guérilleros et 4000 miliciens des FARC en gagnant la présidentielle, tandis que la gauche - dont Petro avait remporté la primaire - ne pouvait sauver « le processus » qu'en attirant le centre, mais aussi la droite dite « rationnelle » (dont le parti de Santos). Compte tenu du précédent de 2014, un objectif raisonnable - tout du moins sur le papier et à condition que tout le monde joue le jeu. Ce qui a tout d'une gageure dans un pays comme la Colombie...

La main sur le cœur, Santos peut bien protester de sa fidélité la plus inconditionnelle à l'œuvre qui lui a valu le prix Nobel de la paix - la fin d'un conflit armé de plus d'un demi-siècle -, il restera surtout dans l'Histoire comme le prix Nobel « de l'ambiguïté », pour ne pas dire de la « duplicité ». Bien avant la prise de fonction de Duque, qui aura lieu le 7 août, c'est sous son mandat que la parole de l'État a commencé à être largement bafouée.

On pourra objecter que, même président, Santos ne maîtrisait pas tous les paramètres (ses amis politiques réels ou supposés, le Congrès, le système judiciaire, les divers acteurs économiques, l'armée), mais on peut tout autant se demander s'il a réellement souhaité une nouvelle étape de la vie colombienne ou seulement un très cynique désarmement des insurgés, sans respect de la parole donnée et sans conséquence aucune sur l'approfondissement de la démocratie.

Figure clé depuis 2012 des efforts en faveur de la paix, le haut commissaire des Nations unies pour les droits humains (OACNUDH) Todd Howland a quitté la Colombie le 18 mars, manifestement ulcéré. Il aurait dû, deux jours auparavant, présenter les dix-sept pages de son « rapport annuel 2017 », ce qu'il n'a pas fait. Mais on en connaît la teneur. Dévastateur pour le gouvernement et le président Santos, ce rapport dénonce une précaire mise en œuvre des accords de paix ; l'existence de nombreuses communautés assiégées par les mafias qui se sont abattues sur les territoires abandonnés par les FARC, sans qu'à aucun moment n'intervienne l'État ; la situation critique des défenseurs des droits humains ; une impunité sélective qui remet en question la présence des victimes au cœur du processus de paix ; un Congrès qui a réinterprété à la baisse le contenu des textes signés...

Le Conseil de sécurité des Nations unies ne dit pas autre chose qui, dans un récent document d'analyse, accuse lui aussi le gouvernement de ne pas avoir respecté une bonne partie de ses engagements : « Particulièrement préoccupantes, estime-t-il entre autres observations, sont les attaques contre les personnes qui travaillent pour mettre en œuvre les programmes gouvernementaux en lien avec la substitution de la coca et la restitution des terres [3]. » L'Union européenne partage cette préoccupation. De même, bien entendu, que les principaux intéressés.

La Coordination des cultivateurs de coca, de marijuana et de pavot (Coccam) annonçait le 4 avril qu'elle envisage d'abandonner sa participation au Programme national intégral de substitution des cultures illicites (PNIS) prévu par le point 4 des accords de paix, devant son non-respect par le gouvernement, l'assassinat de ses membres - trente-et-un en une année, d'après la dirigeante Luz Perly Córdoba (4 avril) - et le projet de loi qui cherche à criminaliser les petits producteurs. Tout ce qui arrive étant précédé d'une cause, comment en terminer avec le narcotraffic si aucune alternative économiquement viable aux cultures interdites n'est proposée aux paysans ? Fin mai 2018, le projet de loi de réforme rurale intégrale, l'une des six pierres angulaires des Accords, bien qu'approuvé tardivement par la Cour constitutionnelle, traînait encore sa misère, ignoré par la « voie rapide » (« *fast track* ») censée permettre au Congrès de l'examiner. La réforme politique se noie, les seize « circonscriptions spéciales » de paix censées permettre aux territoires les plus affectés par le conflit d'avoir des représentants a purement et simplement été enterrée.

Incohérence du présent, terreur de l'avenir... Une odeur de guerre et de sourde angoisse continue à planer sur la Colombie. D'après le rapport « Tous les noms, tous les visages » établi conjointement par plusieurs organisations - Marche patriotique, Institut des études pour le développement et la paix (Indepaz), Sommet agraire ethnique et populaire, Fondation Henrich Böll -, 385 dirigeants sociaux et défenseurs des droits humains, dont 61 appartenaient à la Marche patriotique, ont été assassinés entre le 1^{er} janvier 2016 et le 14 mai 2018 ; 283 l'ont été depuis la signature de l'accord final avec les FARC et 78 pour la seule année 2018 [4] - sachant que depuis la publication de ce rapport, la sinistre liste des victimes s'allonge quotidiennement. Et que, parmi les morts, figurent 63 ex-combattants des FARC, qui ont rendu leurs armes, et 17 membres de leurs familles, qui n'avaient vraisemblablement jamais tenu un fusil.

« Bandes criminelles émergentes » (Bacrim) prétendent les autorités pour se dédouaner. Le 11 mai, à l'occasion d'une conférence à l'université de Caldas, le très respecté jésuite Javier Giraldo s'est montré beaucoup plus incisif en répétant que ce terme a été inventé par le gouvernement pour gommer celui de « paramilitaires », dont l'idéologie, la stigmatisation des mouvements sociaux et les méthodes n'ont nullement changé : « Ils menacent de mort ou tuent ceux qui protestent ou organisent une consultation populaire ou s'opposent à une compagnie minière. Alors, quelle est la différence avec le passé ? Je n'en vois aucune [5]. »

À ce climat délétère et à une réinsertion qui, pour les ex-combattants des FARC, se passe dans des conditions désastreuses, s'est ajoutée le 9 avril ce qui risque fort de constituer pour eux la goutte d'eau qui fait déborder le (ou la) vase : sur injonction de Washington, l'arrestation de Jésus Santrich, l'un des commandants rebelles qui a négocié avec le pouvoir, sur une base politique, pendant quatre longues années. Approché par des agents provocateurs de la Drug Enforcement administration (DEA ; les anti-narcos états-uniens) qui se sont fait passer pour des trafiquants mexicains, il est accusé d'une « conspiration » destinée à expédier dix tonnes de cocaïne aux États-Unis (crime évidemment non commis), pour laquelle ils réclament son extradition [6].

Santrich n'est pas n'importe qui. Atteint de cécité, figurant parmi les plus brillants mais aussi les plus radicaux des ex-commandants des FARC, très respecté au sein de l'organisation, il n'a pas hésité à élever la voix et à faire une grève de la faim pour dénoncer ce qu'il qualifie de « sabotage » de la démobilisation-réinsertion et a mis en garde les dirigeants de l'Armée de libération nationale (ELN) qui, à leur tour, négocient un abandon de la lutte armée avec l'administration Santos : « Je dirais à l'ELN qu'elle examine très en détail ce qui est en train de se passer, parce que nous ne pouvons pas nous montrer ingénus. En d'autres termes, nous ne pouvons pas penser que l'État agit de bonne foi quand ses actions démontrent le

contraire [7]. »

« Santrich a été mon supérieur direct et ami pendant plus de onze ans, nous confie une ex-guérillera du Bloc Caraïbe, et j'affirme que tout cela est un montage qui a pour objectif d'évacuer du chemin l'orateur et analyste le plus astucieux et le plus fin des FARC. Son arrivée au Congrès [il fait partie des dix députés et sénateurs prévus par les accords] et ses constantes critiques argumentées du processus constituent un caillou dans la chaussure de beaucoup. »

D'aucuns qualifieraient en effet l'affaire d'« abracadabrantique ». Effectué clandestinement à l'aide d'un téléphone portable, l'enregistrement rendu public de la supposée « conspiration » montre Santrich prenant le risque de recevoir à son domicile - que gardent les policiers chargés de le protéger - les pseudo-trafiquants mexicains (qu'il ne peut ni voir ni reconnaître puisqu'il est aveugle) et en recevoir des documents écrits (qu'il ne peut pas davantage consulter).

Mettant en cause tant Washington que le procureur général Néstor Humberto Martínez, un « uribiste » de sinistre volée, Iván Márquez, numéro un de la délégation des FARC à La Havane, a accusé le 22 mai dans un communiqué : « Nous sommes témoins d'une honteuse subordination de la justice colombienne au système dévoyé de la justice états-unienne. » Plus grave peut-être, tant le geste paraît présager un avenir incertain (y compris au sein des FARC) : alors que la direction du parti et son numéro un Rodrigo Londoño Echeverri - dit Timochenko - en appellent à la Justice spéciale pour la paix (JEP), prévue dans les accords, Márquez, beaucoup plus vigoureux, a quitté Bogotá le 19 avril. Estimant ne plus s'y trouver en sécurité, il a rejoint un campement de « réincorporation » de ses « *camaradas* », à Miravalle, dans le Caquetá, avant d'annoncer qu'il n'occupera pas son siège au Sénat et d'appeler les ex-combattants à exiger la libération immédiate de Santrich - lequel sortait d'une nouvelle grève de la faim de quarante-trois jours - et à défendre le respect des accords de La Havane.

C'est en conséquence désormais de deux membres des FARC que le Congrès se voit délesté. Si l'investigation entamée contre le sénateur du PDA Alberto Castilla pour de supposés liens avec l'ELN va à son terme, la gauche y aura bientôt perdu trois représentants.

Sur le plan international, le chef de l'État en exercice n'affiche pas un bilan plus positif. Plutôt que concentrer son énergie sur la résolution des problèmes internes, il a lancé la Colombie à l'avant-garde des pays supplétifs qui, dans la grande tradition des relations de l'Empire avec son « arrière-cour », participent à la déstabilisation du Venezuela voisin. Un alignement d'autant plus nécessaire, il est vrai, que les relations avec Washington ne vont pas sans quelques frictions.

Lors d'un appel téléphonique de Santos, le 1^{er} septembre 2017, pour exprimer à Donald Trump sa solidarité aux victimes de l'ouragan Harvey, la conversation qu'il voulait pleine de compassion a très vite tourné à l'aigre, vingt-quatre de ses vingt-cinq minutes étant consacrées par le locataire de la Maison-Blanche à des récriminations sur l'inefficacité de Bogotá dans la lutte contre le narcotrafic : « Nous avons un désastre entre les mains, aurait jeté le maître du Bureau ovale, et vous vous préoccupez plus pour [la démobilisation de] la guérilla que pour les États-Uniens [8] ! »

D'après toutes les études, tant des États-Unis que de l'ONU, la surface des plantations de coca et donc la production de cocaïne ont augmenté de façon alarmante en Colombie depuis 2015. À tel point que, en novembre 2017, Trump a menacé de la « dé-certifier » - c'est-à-dire de lui couper son aide. Coup de bluff ? Connaissant l'imprévisibilité du personnage, l'avertissement a été pris très au sérieux. Bogotá fait donc tout son possible pour ne pas déplaire au « patron ». Sans trop se forcer d'ailleurs, car on y déteste par définition tout ce que représentent le « chavisme » et le président Nicolás Maduro.

Si, lors d'une visite beaucoup plus chaleureuse du secrétaire d'État Rex Tillerson à Bogotá, le 6 février, lui et Santos ont parlé « drogue », ils ont surtout évoqué la République bolivarienne et le départ souhaité de son chef de l'État : « Nicolás Maduro n'acceptera jamais d'aller à des élections libres et transparentes, s'est permis de déclarer Santos, parce qu'il sait qu'il les perdra. Il est urgent de ramener la démocratie au Venezuela. »

Autre priorité impérieuse sans doute (et peut-être liée à la déclaration précédente) : faire de la Colombie le neuvième « partenaire global » de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) « dans le but de renforcer le dialogue et la coopération pour répondre aux défis de sécurité communs » [9] ! Ce qui a été annoncé le 30 mai, un jour après l'intronisation de Bogotá au sein de l'Organisation pour le développement et la coopération économique (OCDE). C'est Uribe qui, alors président, se livra aux premiers travaux d'approche pour associer son pays à l'OTAN. Faisant plus que jamais de son pays « l'Israël de l'Amérique latine », Santos a mené à son terme ce qui est avant tout un succès de la politique extérieure des États-Unis : enfoncer un coin supplémentaire dans l'intégration régionale, déjà lézardée par le retrait théoriquement temporaire de six pays de droite, parmi lesquels la Colombie, de l'Union des nations sud-américaines (Unasur), dont la finalité affirmée était de contribuer au dialogue politique entre États et d'offrir un espace particulièrement utile pour éviter que les tensions idéologiques ne dégénèrent et ne mènent éventuellement à de véritables conflits [10]. Washington bénéficie désormais dans la région d'un allié susceptible d'appeler statutairement à l'aide l'organisation militaire à laquelle tous deux appartiennent. Ce faisant, les deux pays remettent en cause implicitement le Traité de Tlatelolco de 1967 sur l'interdiction des armes nucléaires (présentes chez certains des membres de l'OTAN) en Amérique latine et explicitement la déclaration de la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (Celac) qui, en 2014, déclara la région « zone de paix ».

Dans un contexte dégradé à ce point, le duel du second tour Duque - Petro dépassait de très loin une classique alternance en opposant deux visions totalement antagoniques de l'avenir tant de l'Amérique latine que de la Colombie.

Quasi inconnu il y a quelques années, Duque, avocat de 41 ans, a étudié aux États-Unis et y a travaillé au sein d'organisations internationales comme la Banque interaméricaine de développement (BID), où Uribe, à la recherche d'une figure présentable pour reconquérir le pouvoir, l'a récupéré. Devenu sénateur en 2014, il a connu une ascension fulgurante dans le sillage de son mentor, devenant l'un des acteurs les plus actifs de la campagne qui a préparé la victoire du « non » à l'approbation des accords de paix, lors du référendum d'octobre 2016, avec 50,2 % des voix.

Lors de sa campagne, qui comporte 203 propositions, il ajoute à sa volonté de modifier substantiellement l'accord signé avec les FARC – entre autre pour que les ex-commandants guérilleros ne puissent occuper un siège au Congrès avant d'être passés par la case prison –, la lutte contre la corruption, une baisse des impôts pour les entreprises, le renforcement des capacités de réaction rapide de l'armée et de la police, l'éradication forcée des plantations de coca.

Ancien guérillero du M-19 ayant déposé les armes en 1990, le candidat de centre gauche Gustavo Petro propose au contraire le respect de la parole engageant l'État à l'égard des ex-insurgés, des impôts pour le *latifundio* improductif, une redistribution des terres aux pauvres, une nouvelle politique anti-drogue, l'élimination progressive des énergies fossiles, une remise en question des élites politiques de *l'establishment*...

De la capacité de l'un et de l'autre à forger des alliances dépendait le résultat.

Depuis 2014, la coalition de gouvernement s'est appuyée sur quatre formations politiques : le parti de la U (de Santos), les très traditionnels Parti libéral (PL) et Parti conservateur (PC), ainsi que Changement radical (CR) de Germán Vargas Lleras, représentant la droite politicienne la plus traditionnelle, ministre de l'intérieur puis du logement de Santos durant son premier mandat (2010-2014), vice-président pendant le second.

Cette coalition explose lorsque Lleras, en mars 2017, présente sa démission pour marquer son opposition à la JEP, laquelle, pourtant, ne prévoit nullement l'impunité, mais un ensemble de mesures – dont certaines coercitives en fonction de la gravité des crimes commis – adaptées à la sortie d'un conflit armé. Et, surtout, considère comme essentiel l'établissement de la vérité par *tous* les acteurs de cette guerre cruelle (et non les seuls insurgés).

Bien que soutenu par Changement radical et... le parti de la U (de Santos !), Lleras ne rassemblera qu'un

pitoyable 7 % des votes lors du premier tour. Il rejoint dès lors logiquement le Centre démocratique.

Jusque-là, rien que de très normal, Duque et Vargas Lleras, auxquels on ajoutera Alejandro Ordoñez, représentant les intérêts de la vieille Colombie mafieuse et corrompue : celle des propriétaires terriens, proches d'Uribe qui, ayant largement bénéficié du déplacement de six millions de paysans par les paramilitaires et l'armée, ne veut pas entendre parler de la récupération des « terres mal acquises » prévue dans les accords de paix. Celle qui ne veut en aucun cas être appelée à témoigner devant la JEP pour son implication directe dans le conflit. Celle qui souhaite mettre au pas les magistrats qui se rapprochent dangereusement d'Uribe pour ses liens avec le narco-paramilitarisme et projette une réforme de la justice visant à supprimer la Cour constitutionnelle.

Duque va également bénéficier du soutien du Parti conservateur, qui lâche aussi Santos et surtout son héritage, sous l'influence du vaniteux Andrés Pastrana. Avec 85 % d'opinions défavorables, celui-ci a été le président (1998-2002) le plus impopulaire de l'histoire de la Colombie. Depuis, d'hôtels de luxe en colloques royalement financés, il arpente le monde pour mener une campagne haineuse contre les gouvernements latino-américains de gauche, en représentation de l'Initiative démocratique d'Espagne et des Amériques (IDEA) où il côtoie la crème réactionnaire des anciens chefs d'État [11].

C'est le Parti conservateur qui, dès le premier tour, après la primaire qu'elle n'a pas remporté, a offert à Duque sa colistière pour la vice-présidence en la personne de Martha Lucía Ramírez, ministre de la défense d'Uribe entre 2002 et 2003.

Le centre et le centre gauche n'échappent pas plus au grand jeu des alliances, des contre-alliances et de la confusion. Malgré moult tentatives, Humberto De la Calle, l'architecte des accords de paix pour le compte du gouvernement, et Sergio Fajardo, l'ex-maire (néolibéral) de Medellín qu'appuient les Verts et les progressistes du Pôle démocratique alternatif (dont fit partie Petro avant de s'en éloigner), ne peuvent s'entendre pour une candidature unique. Les sondages et analyses lui accordant une dizaine de points d'avance, Fajardo regarde De la Calle, que soutient sans enthousiasme le Parti libéral, de très haut. C'est donc chacun pour son compte qu'ils vont affronter les urnes au premier tour.

Au sein du Parti libéral, l'ancien président (1990-1994) et ex-secrétaire général de l'OEA (1994-2004) César Gaviria, actuel directeur national du parti, a délibérément saboté la campagne de De la Calle, son « champion symbole de la paix », lequel ne décollera jamais dans les sondages et terminera l'aventure avec un triste 2,06 %. En revanche, à la tête de Coalition Colombie, l'autre centriste, Fajardo, crée la surprise et frôle la qualification au second tour en rassemblant 23,7 % des voix.

Disséquant les chiffres et les tendances, les analystes supputent : à eux trois, Petro, Fajardo et De la Calle ont rassemblé 50,87 % des votants. Si, au nom de la lutte commune contre l'extrême droite, les deux battus se rallient à Petro, celui-ci peut l'emporter. C'est compter sans les sourdes rivalités, les vieilles jalousies, les haines rances, les aigres rancunes, les ambitions personnelles et l'arrivisme, les projets inavoués. Au-dessus de la paix, supposé intérêt supérieur de tous, s'élève désormais le grand air de la trahison.

Le premier, bafouant « les valeurs et les principes » du Parti libéral, Gaviria annonce un ralliement à Duque. Après la victoire de ce dernier et moult dénégations, il finira par lâcher : « Je ne vois pas mon fils - Simón Gaviria, leader du parti de 2011 à 2014, directeur national de la planification de Santos de 2014 à 2017 - ministre dans le premier gouvernement [de Duque], mais je ne peux pas m'engager à ce qu'il n'occupe pas un tel poste à l'avenir [12]. »

Dans la foulée, De la Calle et Fajardo annoncent qu'ils voteront... « blanc ». Tout en prenant ses distances avec le Parti libéral, qui a franchi le Rubicon, De la Calle se considère « en désaccord avec les deux projets politiques » restant en lice. Pour Fajardo « ce vote permettra de maintenir une indépendance respectueuse et constructive face au gouvernement qui vient ; elle sera fondamentale pour réconcilier la Colombie à long terme ». Un autre poids lourd de sa coalition, le sénateur du Pôle démocratique Jorge Enrique Robledo, adopte la même posture. Lui n'a jamais pardonné à Petro leurs multiples dissensions lorsque ce dernier était l'un des dirigeants du parti, son appui à Santos en 2014, puis son départ du PDA.

Ce « non-choix » entre deux options pourtant nullement comparables a incontestablement favorisé Duque. Même si l'appel au vote blanc n'a finalement obtenu qu'un succès limité - 4,20 % des suffrages -, il n'a pu qu'encourager la tendance déjà très forte à l'abstention quand il eut fallu mobiliser le plus largement possible sur le thème de la paix menacée. Dommage collatéral, il a hypothéqué l'avenir de certains partis en les divisant - un secteur majoritaire et de nombreux dirigeants des Verts et du PDA désavouant les irresponsables et choisissant lucidement de voter Petro. Le plus affecté demeurera néanmoins le Parti libéral que Gaviria et ceux qui l'ont suivi ont littéralement fait exploser en prônant le ralliement à Duque : « un suicide assisté », a commenté Andrés Guzmán, un dirigeant du parti.

C'est donc appuyé par une Grande coalition pour la paix, dont font partie l'Union patriotique, une partie du PDA et des Verts, les dissidents du Parti libéral, l'Unité nationale, Force citoyenne et de nombreux dirigeants politiques ou personnalités de poids - Claudia López et l'ancien maire de Bogotá Antanas Mockus (Verts), Clara López, ex-candidate à la vice-présidence sur le ticket de De la Calle, Ingrid Betancourt, etc.- que Petro part au combat.

Quelques semaines avant le premier tour, les FARC avaient renoncé à participer au scrutin, leur candidat Rodrigo Londoño (« Timochenko ») ayant dû se soumettre en urgence à une opération à cœur ouvert. Au second tour, elles n'appellent pas à voter pour Petro, qui d'ailleurs ne le leur demande pas. Ce serait pour lui le « baiser de la mort ». Ses dirigeants se contentent donc de procéder par allusion. Écartant le vote blanc, « Timochenko », au cours d'une interview, explique que le parti soutient « le candidat qui garantit la mise en œuvre et la continuation des Accords, avant d'ajouter : je crois que l'opinion publique sait qui c'est. »

Une telle discrétion n'a nullement empêché le « camp de la mort » d'accuser Petro de tous les maux, depuis sa proximité avec les « ex-terroristes » jusqu'à un supposé « castro-chavisme » - l'insulte suprême lancée à tout candidat de gauche se présentant à une élection en ce moment. Absurdités. Bien que lui-même ex-guérillero, Petro a toujours marqué une très large distance avec les FARC, ne leur épargnant pas ses critiques et, s'agissant du Venezuela, s'il a exprimé sa sympathie pour Hugo Chávez, il n'a pas hésité récemment à qualifier le gouvernement de Nicolás Maduro de « dictature insoutenable aux effets nocifs sur la population ». Qu'il y croie ou ne l'ait utilisée qu'à des fins stratégiques, la formule lui a valu de fortes critiques de la gauche radicale, qui néanmoins a voté pour lui. Quant à son programme, il n'avait rien de révolutionnaire, mais, a-t-il fait remarquer sur la Radio nationale de Colombie, le 6 juin, « des positions qui, dans n'importe quelle partie du monde seraient du centre sont considérées ici comme d'extrême gauche ».

Dans l'apologie de son monde peuplé de méchants, de victimes et de héros (ou d'héroïnes), Duque, pendant sa campagne de second tour, s'est rendu le 5 juin sur la frontière vénézuélienne. Là, sur le pont international Simón Bolívar de Cúcuta, il a salué, chacun se trouvant de chaque côté d'un grillage métallique, l'opposante d'extrême droite María Corina Machado. Après que, avec le plus charmant des sourires, cette dernière ait affirmé « la paix en Colombie passe par la paix et la liberté au Venezuela », Duque a rétorqué devant les caméras et les micros : « Je viens exprimer ma solidarité au peuple du Venezuela. Je veux dire à María Corina que j'admire son courage, sa fermeté, et que nous sommes avec vous. Parce que nous voulons la liberté de tous les prisonniers politiques, parce que nous voulons la démocratie et la sortie de cette tragédie, de cette horrible nuit. Nous allons travailler sans repos pour que, avec tous les pays d'Amérique latine, nous isolions diplomatiquement la dictature et que le Venezuela puisse entreprendre une transition vers la démocratie ».

Dans la même ville de Cúcuta, épice de la contrebande et de l'attaque sur la monnaie vénézuélienne qui participent de la déstabilisation du pays voisin, Petro a eu moins de chance. Le 2 juin, sa caravane y a été attaquée par une « turba », foule hostile qui a criblé son véhicule de pierres (d'après les médias colombiens), mais sans doute de quelques balles d'armes à feu (une pierre ne causant pas de tels dégâts à la vitre renforcée d'une auto) d'après le candidat et son équipe de campagne. Dénonçant l'événement, Petro a mis en cause « les mafias de l'ex-maire Ramiro Suárez Corzo », actuellement en prison, ainsi que les forces publiques de sécurité. D'après le membre de son comité de campagne Jorge Rojas, la veille de l'événement, la police avait refusé de laisser installer des barrières de sécurité et la sonorisation de

l'estrade où devait se dérouler le meeting [13].

Les urnes, depuis, ont parlé. Dès le lendemain du scrutin, le 18 juin, écoutant l'appel du président élu et du Centre démocratique, et malgré l'intervention de plusieurs ministres de Santos, les plénières du Sénat et de la Chambre ont reporté l'examen du projet de loi qui crée les procédures de fonctionnement de la Juridiction spéciale pour la paix. L'objectif est qu'il soit examiné en priorité par la Cour constitutionnelle, puis débattu par le prochain Congrès, que domine largement une droite ne rêvant que vengeance et enfermement, et qui entrera en fonction le 20 juillet.

En mars dernier, la même Cour constitutionnelle, tout en déclarant la loi d'amnistie conforme à la Constitution, l'a néanmoins modifiée en prévoyant que le Congrès, et non la JEP, comme il était prévu, pourra déterminer si un guérillero a dit la vérité ou s'il doit perdre tant son amnistie que sa liberté, sachant par ailleurs que les bénéfices accordés par la même loi aux fonctionnaires de l'État ayant commis des crimes dans le cadre du conflit se voient maintenus.

Les lourdes incertitudes qui planent chaque jour un peu plus sur les démobilisés fait légitimement craindre un renforcement des groupes dissidents des FARC, ce qui, dans la Colombie profonde, accentuerait le chaos déjà existant. D'autant que Duque vient d'ouvrir un nouveau front. Le 19 juin, il a annoncé qu'il va imposer de nouvelles conditions au dialogue en cours avec l'ELN. D'après lui, ce mouvement d'opposition armée devra « suspendre ses activités criminelles » et « se regrouper sous supervision internationale » avant toute négociation. En d'autres termes, il exige une « reddition ». Un pari absurde pour qui connaît la Colombie. Il est dans l'ordre des choses que nul ne puisse y garantir la paix, mais il semblerait que les « forces de la mort » font tout pour relancer le conflit.

Législatives du 11 mars 2018

Abstentions : 51 %

Parti libéral (PL) : 35 sièges (17,11 %)

Centre démocratique (CD) : 32 sièges (16,53 %)

Changement radical (CR) : 30 sièges (14,82 %)

Parti d'unité nationale (la U) : 25 sièges (12,74 %)

Parti conservateur (C) : 21 sièges (12,60 %)

Alliance verte (AV) : 9 sièges (6,12 %)

Pôle démocratique alternatif (PDA) : 2 sièges (3,08 %)

Option citoyenne (OP) : 2 sièges (2,15 %)

Liste de la décence : 2 sièges (1,77 %)

Mouvement alternatif social indien (MAIS) : 2 sièges (0,30 %)

Mouvement indépendant de rénovation absolue (MIRA) : 1 siège (3,82 %)

Colombia Justa Libres : 1 siège (0,76 %)

Coalition alternative santanderienne : 1 siège (0,49 %)

Afrocolombiens : 2 sièges

Autres partis : 0 siège (7,72 %)

FARC (membres d'office) : 5 sièges

Le nombre de sièges par circonscription est proportionnel à sa population, chaque tranche de 250 000 habitants équivalant à un siège, plus un pour une dernière tranche de 125 000 habitants, avec un minimum de deux sièges par circonscription.

Sénatoriales du 11 mars 2018

Abstentions : 51,17 %
Centre démocratique (CD) : 19 sièges (17,18 %)
Changement radical (CR) : 16 sièges (14,73 %)
Parti conservateur (C) ; 15 sièges (13,17 %)
Parti libéral (PL) : 13 sièges (13 %)
Parti d'unité nationale (la U) : 14 sièges (12,66 %)
Alliance verte (AV) : 10 sièges (9 %)
Pôle démocratique alternatif (PDA) : 5 sièges (5,03 %)
Liste de la décence : 4 sièges (3,58 %)
Mouvement indépendant de rénovation absolue (MIRA) : 3 sièges (3,43 %)
Autres partis : 0 siège (7,14 %)
Représentation indienne (constitutionnelle)
Mouvement alternatif social indien (MAIS) : 1 siège (45,68 %)
Autorités indiennes de Colombie : 1 siège (22 %)
Autres partis : 0 siège (32,32 %)
FARC (membres d'office) : 5 sièges

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3461.**

- Source (français) : [Mémoire des luttes](#), 25 juin 2018.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source originale (Mémoire des luttes - www.medelu.org) et l'une des adresses internet de l'article.

Notes

[1] Fin 2013, assortie d'une inéligibilité de quinze ans, une mesure de destitution de Gustavo Petro pour une « passation de marché » de ramassage des ordures considérée illégale avait été avalisée par le chef de l'État. Après un long bras de fer judiciaire, Petro fut rétabli dans ses fonctions le 24 avril 2014.

[2] Pour leur première participation à des élections en tant que parti, les FARC, assez logiquement, n'ont obtenu que 0,22 % à la Chambre et 0,35 % au Sénat.

[3] *Voz*, Bogotá, 3 mai 2018.

[4] Consultable sur :

<http://www.indepaz.org.co/wp-content/uploads/2018/05/Informe-1%C3%Adderes-y-defensores-2018.pdf>.

[5] *La Patria*, Manizales, 3 juin 2018.

[6] Pour la justice états-unienne, une « conspiration » est un accord illégal établi entre deux personnes ou plus pour commettre un délit. Point n'est besoin que le délit soit commis ! Tout ce que doit faire l'accusation est de démontrer, sur la base d'un événement circonstanciel, qu'un accord « doit avoir existé ». Ce qui laisse la porte ouverte à toutes les manipulations.

[7] Dick Emmanuelson, « Jesús Santrich (Farc) advierte a ELN de no ser ingenuo frente al Estado colombiano », *Resumen latinoamericano*, Buenos Aires, 8 juin 2017.

[8] *Washington Post*, 9 janvier 2018.

[9] Elle y rejoint l'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la Corée du Sud, la Mongolie, l'Irak, l'Afghanistan et le Pakistan.

[10] Se sont retirés « temporairement » de l'Unasur (au moment où la Bolivie devait en prendre la présidence *pro tempore*) : l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Paraguay et le Pérou.

[11] Sont membres, entre autres, de l'IDEA, José María Aznar et Felipe González (Espagne) ; Mireya Moscoso (Panamá) ; César Gaviria et Álvaro Uribe (Colombie) ; Felipe Calderón et Vicente Fox (Mexique) ; Alfredo Cristiani (El Salvador) ; Fernando de la Rúa (Argentine) ; Osvaldo Hurtado (Équateur) ; Luis Alberto Lacalle et Julio María Sanguinetti (Uruguay), Jorge Quiroga (Bolivie). Lire « [Quand le gang des has been d'Amérique latine et d'Espagne se mobilise contre le Venezuela](#) (15 avril 2015).

[12] *El Tiempo*, Bogotá, 31 mai 2018.

[13] Avant de renoncer à se présenter, le candidat des FARC Rodrigo Londoño, qui avait commencé sa campagne, fut lui aussi victime de comités d'accueil particulièrement musclés à Armenia, Pereira et Cali.